

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. 13.50

INSERCTIONS: Annonces: la ligne. 2c

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. 15 fr.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

ROUBAIX, LE 25 JUIN 1880

Table with 2 columns: BOURSE DE PARIS (Service gouvernemental) and 24 JUN 1880

Table with 2 columns: Service particulier and 24 JUN 1880

Table with 2 columns: DEPÊCHES COMMERCIALES and 24 JUN 1880

BULLETIN DU JOUR

C'est par un discours éloquent et véhément de M. le duc d'Audiffret-Pasquier que la discussion sur les pétitions relatives aux décrets du 29 mars a été ouverte hier au Sénat.

Pendant que M. d'Audiffret-Pasquier parlait au Sénat, la Chambre discutait le budget des cultes.

C'est M. Gatineau, rapporteur, qui les a combattus, comme il a combattu aussi une proposition de M. Niel.

On ne pense pas que la discussion sur l'amnistie vienne avant lundi au Sénat; on dit même jeudi.

Sur l'amnistie, on dit même jeudi. S'il en était ainsi, le gouvernement aurait ses coupes franches pour travailler le centre gauche et se ménager une majorité.

On ne pense pas que la discussion sur l'amnistie vienne avant lundi au Sénat; on dit même jeudi.

On ne pense pas que la discussion sur l'amnistie vienne avant lundi au Sénat; on dit même jeudi.

On ne pense pas que la discussion sur l'amnistie vienne avant lundi au Sénat; on dit même jeudi.

qu'à cette Chambre si vigoureusement aplatie, que dans une question aussi large que celle de l'amnistie, elle n'a pu trouver dans son sein personne qui donnât la réplique au leader des gauches.

Il ne s'est pas trouvé dans ces 800 représentants un homme assez indépendant, assez autorisé pour venir contester à la tribune que l'amnistie fût sortie d'un véritable contrat de l'opinion publique.

Et pourtant là, comme pour l'amnistie, le gouvernement, ou, pour mieux dire M. Gambetta se fait l'agent d'une minorité artificielle, d'une effervescence limitée, et emploie toutes ses ressources à réduire les majorités parlementaires dans le sens de ses satisfactions.

C'est maintenant le Sénat qui est mis en demeure de montrer cette complaisance et de voter une loi qu'il trouve imprudente ou prématurée.

L'exécution des décrets du 29 mars et la magistrature

Le Courrier de Versailles publie les lettres de démission suivantes, adressées au procureur-général par le procureur et les deux substitués du parquet de Versailles: « Versailles, 23 juin 1880.

« Monsieur le procureur général, En réponse aux instructions que je viens de recevoir de vous relativement à la dispersion des membres de la compagnie de Jésus établis à Versailles, j'ai l'honneur de vous faire connaître que ma conscience ne me permet pas de participer à des mesures que je réprovoie.

« R. DE FROIDFOND DES FARGES, Procureur de la République près le tribunal de Versailles.

« Monsieur le procureur général, Je ne puis ni ne veux m'associer à des mesures qui blessent ma conscience.

« Th. RUDELLE, Substitut du procureur de la République près le tribunal civil de Versailles.

« Monsieur le procureur général, Je ne puis ni ne veux m'associer à des mesures qui blessent ma conscience.

« Monsieur le procureur général, Je ne puis ni ne veux m'associer à des mesures qui blessent ma conscience.

« Monsieur le procureur général, Je ne puis ni ne veux m'associer à des mesures qui blessent ma conscience.

vement, dont elles félicitaient si justement les odieux projets.

« Grenoble, 23 juin. M. Félix Clapier, procureur général à Grenoble, vient de donner sa démission, parce que sa conscience proteste contre les décrets du 29 mars.

« La nouvelle de cette démission a causé une sensation profonde.

Un commencement. Nous le savons bien et il y a longtemps que nous l'avons dit.

LES CONGRÉGATIONS ANGLAISES ET LES CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES

Les délégués des comités catholiques d'Irlande et d'Ecosse ont débarqué en France hier soir.

LES EMBARRAS DU GÉNÉRAL FARRE

Nous pouvons affirmer qu'au dernier conseil des ministres, — la question de la loi relative à l'administration militaire ayant été soulevée, et le président du conseil ayant dit que le cabinet devait se désintéresser de cette question.

LA CONSULTATION DE M<sup>e</sup> ROUSSE

Depuis bientôt quinze jours que la consultation de M<sup>e</sup> Rousse sur l'illégalité des décrets du 29 mars est publiée, les journaux gouvernementaux n'ont pas trouvé un seul argument juridique à y opposer.

La République Française, en qui l'on entend M. Gambetta et ses amis, ne s'en cache pas.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de cet important mouvement, et nous les mettrons à même d'en juger en plaçant sous leurs yeux des détails que le temps et l'espace ne nous permettent pas de donner en ce moment.

LETTRÉ DE PARIS (De notre correspondant particulier) Paris, 24 juin 1880.

on se préoccupe. Hier, c'était la conviction que l'assemblée du Luxembourg ratifierait le vote de la Chambre qui était prédominante.

« La gauche républicaine, dans sa réunion d'hier, s'est émue de la publication du Gaulois qu'elle attribue à l'indiscrétion d'un employé réactionnaire.

Aussi n'est-on plus aussi pressé dans les régions officielles de faire discuter et voter le Sénat.

On avait dit que le cabinet devait se désintéresser de cette question.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

moins se résume dans la révision de la Constitution, et vous conviendrez que l'on serait soutenu à moins.

« La commission sénatoriale des tarifs généraux s'est réunie, ce matin, pour entendre MM. de Montgolfier, ancien sénateur, Julien, directeur des mines de Terre-Noire, sur la métallurgie.

« La commission chargée d'examiner le projet relatif à la fête du 14 juillet, a été saisie d'un amendement de MM. Halgan et Briquet tendant à substituer la date du 4 août à celle du 14 juillet.

« On avait dit que le cabinet devait se désintéresser de cette question.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

« Danton a dit que l'enfant appartenait à l'Etat avant d'appartenir à la famille.

je ne puis. Vous êtes, non pas des hommes de progrès, car vous voulez vous faire reculer de cent ans en arrière.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.

« D'ailleurs, par l'article 6, vous le refusez d'avance à ceux qui ont leur supérieur à l'étranger.